



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATIONS DE SIGNATURES*

Edition n° 22 du 3 août 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 3 août 2011

SOMMAIRE

| | |
|---|------------|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES..... | 968 |
| PREFECTURE..... | 968 |
| DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS..... | 968 |
| Bureau de l'interministérialité..... | 968 |
| Arrêté N° 11.BI.67 du 1er août 2011 accordant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Christophe DUBUIS, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle..... | 968 |
| AUTRES SERVICES..... | 969 |
| CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY..... | 969 |
| Délégation de signature du 1er juillet 2011..... | 969 |
| Délégation de signature du 1er août 2011..... | 969 |

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté N° 11.BI.67 du 1er août 2011 accordant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Christophe DUBUIS, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

VU l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

VU la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des états de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

VU le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-1295 du 28 octobre 2010 modifiant le décret n° 97-199 du 5 mars 1997 relatif au remboursement de certaines dépenses supportées par les forces de police et de gendarmerie et le décret n° 2008-252 du 12 mars 2008 relatif à la rémunération de certains services rendus par le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

VU le décret du président de la République en date du 23 décembre 2010 nommant M. Adolphe COLRAT, préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.21 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral modificatif N° 11.BI.46 du 21 mars 2011 accordant délégation de signature au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'ordre de mutation 043470 GEND/DPMGN/SDGP/BPO/SHE en date du 26 avril 2011 désignant le lieutenant-colonel Christophe DUBUIS pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1er août 2011 ;

VU le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1er mars 2005.

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée au lieutenant-colonel Christophe DUBUIS, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,

- les conventions concernant le remboursement des dépenses supportées par l'Etat, à l'occasion de services d'ordre et de relations publiques exécutés à la demande de tiers par les effectifs du groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle, ainsi que la convention particulière établie à chaque rencontre sportive détaillant les moyens en personnels et en moyens mis en oeuvre par l'Etat.

Article 2 : Le lieutenant-colonel Christophe DUBUIS, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,

- aux ministres,

- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

- au président du Conseil Général,

- au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : Les arrêtés préfectoraux N° 11.BI.21 du 17 janvier 2011 et N° 11.BI.46 du 21 mars 2011 accordant délégation de signature au colonel Francis PACCAGNINI, commandant le groupement de gendarmerie, sont abrogés.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le lieutenant-colonel Christophe DUBUIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle. Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 1er août 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Délégation de signature du 1er juillet 2011

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU les circulaires du 27 décembre 2010 et du 28 décembre 2010 relatives à la mise en œuvre de la réforme de la médecine légale,
VU les articles 60, 74 et 77-1 du code de procédure pénale,
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Mesdames Clémence MAINPIN, Julie THUILLEAUX et Isabelle VIDREQUIN, directrices adjointes, et à Monsieur Frédéric GROSSE, directeur adjoint, pour signer en ses nom et place l'ensemble des documents, actes administratifs, décisions relatifs à l'activité de médecine légale du CHU de Nancy et notamment pour prêter par écrit le serment prévu à l'article 60 du code de procédure pénale.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par le directeur général.

Article 3 : La présente délégation prend effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 1er juillet 2011

Philippe VIGOUROUX
Directeur général,
Président du Directoire.

Délégation de signature du 1er août 2011

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général, président du directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,
VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Frédéric GROSSE, directeur adjoint, pour signer en ses nom et place tous les documents administratifs relatifs aux soins sans consentement en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 5 juillet 2011.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, et en l'absence de Monsieur Frédéric GROSSE, délégation secondaire est donnée à Mesdames Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX et Isabelle VIDREQUIN, directrices adjointes, à Madame Colette HOURMAN et Monsieur Patrick MILLET, attachés d'administration hospitalière, à Monsieur Gérard PETIT, adjoint des cadres et à Monsieur Patrice VELLE, adjoint administratif.

Article 3 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par le directeur général.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 7 septembre 2010.
Elle prend effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 1er août 2011

Philippe VIGOUROUX
Directeur général,
Président du Directoire.

